

Index AI : PRE01/294/2011  
10 June 2011

## **Soudan. Au Kordofan méridional, les civils sont de plus en plus menacés**

Une crise humanitaire est en train de s'étendre dans l'État du Kordofan méridional, au Soudan, alors que les forces du nord et du sud continuent de mener des attaques contre des zones peuplées de civils, a mis en garde Amnesty International vendredi 10 juin.

Des dizaines de milliers de personnes fuient leur foyer en raison des combats qui ont éclaté le 5 juin dans tout l'État entre les forces armées soudanaises et des éléments de l'armée du Sud-Soudan, l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS).

Amnesty International a reçu des informations émanant d'habitants des villes assiégées de Kadugli et Dilling, selon lesquelles les forces armées soudanaises, appuyées par des membres des forces de sécurité soudanaises en civil, fouillent les rues et les maisons, arrêtant et tuant les personnes soupçonnées de soutenir l'APLS.

Amnesty International condamne ces homicides illégaux présumés.

« [Les soldats] arrivaient de partout, convergeant vers la rue principale, et demandaient à chacun " Vous êtes de l'APLS ? ". Ils fouillaient nos affaires à la recherche de documents qui, à leurs yeux, pouvaient nous lier à l'APLS. [S'ils en trouvaient], ils vous capturaient », a relaté un habitant de Kadugli.

Une personne ayant fui Kadugli pour gagner Khartoum a raconté à Amnesty International : « Alors que je quittais [Kadugli], j'ai vu des milliers de personnes qui marchaient vers le complexe de l'ONU. Elles n'ont ni eau ni nourriture. »

Plusieurs attaques ont été menées sans discrimination, notamment des bombardements aériens et des tirs d'artillerie des forces armées soudanaises. On a signalé des bombardements sur cinq villages au sud de Kadugli, capitale de l'État du Kordofan méridional, ainsi qu'à Talodi, Heiban, Kaudo et d'autres villes.

« Le gouvernement soudanais doit de toute urgence mettre un terme à ces attaques menées sans discrimination, et tout particulièrement stopper les bombardements de zones peuplées par des civils, et permettre aux organisations d'aide humanitaire d'y accéder afin d'acheminer l'aide destinée à la population civile », a indiqué Erwin van der Borgh, directeur du programme Afrique d'Amnesty International.

Les organisations humanitaires ont beaucoup de mal à se rendre auprès des populations qui en ont besoin dans la région. La majorité du personnel des organisations non gouvernementales (ONG) internationales a été évacué et l'on constate des pénuries importantes en termes de nourriture, d'eau et de fournitures médicales.

Selon les estimations des Nations unies, entre 30 000 et 40 000 personnes ont fui Kadugli, sur une population de 60 000 habitants. La ville de Dilling et plusieurs villages autour de Kadugli auraient

également été désertés.

Les pillages et les destructions de biens sont monnaie courante. Des habitations de civils et des bureaux d'ONG ont été dévalisés.

« Les violents affrontements empêchent les organisations internationales d'acheminer l'aide humanitaire à la population civile, a affirmé Erwin van der Borgh. Les parties au conflit doivent prendre les précautions nécessaires pour éviter qu'il y ait des victimes parmi les civils. Quant aux forces de maintien de la paix de la Mission des Nations unies au Soudan (MINUS), elles doivent prendre des mesures afin de protéger les civils et de garantir la sécurité et la liberté de mouvement du personnel de l'ONU et des travailleurs humanitaires. »